



Département de la
Seine-Maritime

D.2017.04/11

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/04/2017

Publication : 29/04/2017

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 24 avril 2017

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	29
Nombre de Pouvoirs	4
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **28 avril 2017**.

L'an deux mille dix-sept, le **24 avril** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 14 avril, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS**, Gérard **DELAHAYS**, Marie-Christine **BASSET (à partir délib5)**, Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Stéphanie **ONFROY**, Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON (à partir délib5)**.

Excusés ayant donné pouvoir

Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Juliette **LOZACH** donne pouvoir à Frédéric **PATROIS**
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Martine **LESAUVAGE**
Nordine **HASSINI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 24 Avril 2017

2017.04/11

MARCHES PUBLICS – LOCATION-ENTRETIEN DE VETEMENTS DE TRAVAIL – GROUPEMENT DE COMMANDES VILLE/CCAS – CONVENTION - SIGNATURE – AUTORISATION

M. Dominique THINNES, Adjoint au Maire.– Une consultation va être lancée par la Ville de Montivilliers relative à un marché de location-entretien des vêtements de travail pour les Services Techniques et restauration de la Ville, mais également pour le service Restauration des résidences pour personnes âgées qui dépend du Centre Communal d'Action Sociale de Montivilliers (CCAS).

L'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 prévoit la possibilité de constituer des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics après établissement et signature d'une convention constitutive.

Afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il convient d'inclure dans un seul dossier de consultation les besoins de la Ville et du CCAS de Montivilliers.

Cette convention :

- Précise, d'une part, que la Ville est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer, signer et notifier le marché, chaque membre, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution ;
- Et d'autre part, désigne la Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur comme celle du groupement de commande.

Ce marché sera signé pour une durée de cinq ans en raison d'un investissement important de la société qui doit acheter et identifier tous les vêtements nécessaires.

Si cette proposition recueille votre accord, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment son article 28 ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

CONSIDERANT

- Les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 qui prévoit la possibilité de créer des groupements de commandes ;
- La nécessité de renouveler le contrat de location entretien des vêtements de travail, pour le compte de la Ville et du CCAS et d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il est opportun de former un groupement de commandes entre la commune et le CCAS ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire chargé de la Commande Publique ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser** le Maire à signer avec la Ville et le CCAS de Montivilliers la convention constitutive pour lancer la consultation et signer le marché.

Imputations budgétaires

Budget principal de la Ville

60636-0202 (services techniques)

60636-251 (restauration scolaire).

Budget CCAS

60636-6111 (Eau Vive)

60636-6112 (Beauregard)

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



Le Maire,